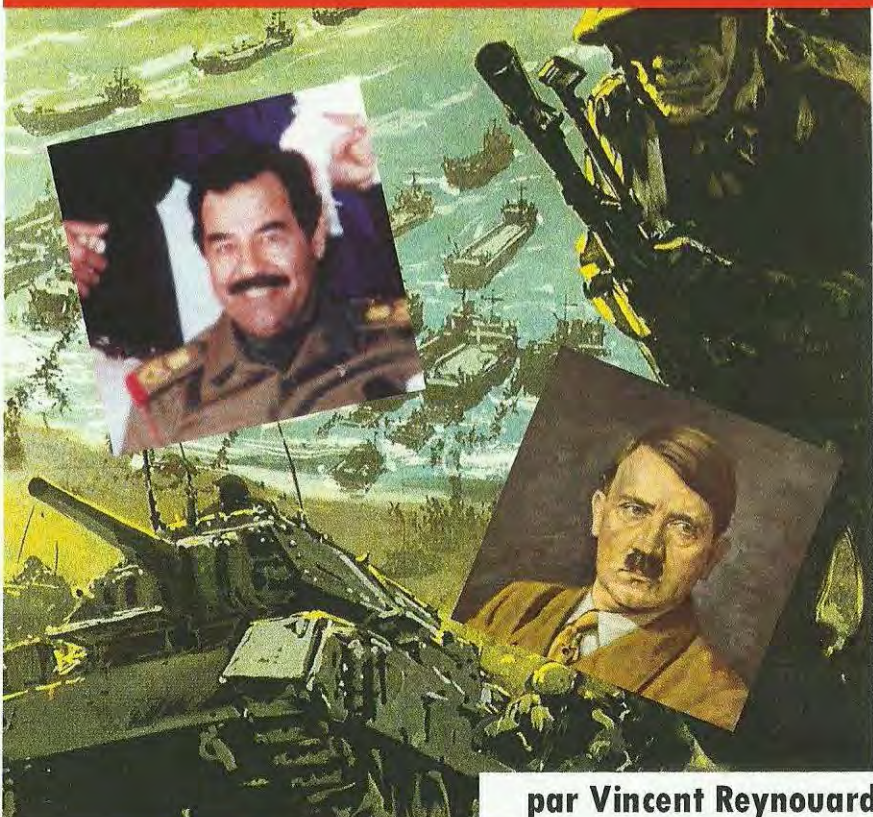


Allemagne 1939, Irak 2003...

LE **MYTHE** DES
DÉMOCRATIES « PACIFIQUES »
ACCULÉES À LA GUERRE
PAR LES « DICTATEURS »



par Vincent Reynouard

La vérité sur les dessous de la guerre. N° 1

V. Reynouard

**Le mythe des démocraties « pacifiques »
acculées à la guerre par les « dictateurs »**

Mars 2003 : les démocraties écrasent l'Irak et renversent S. Hussein qui, disaient-elles, menaçait le monde avec ses « armes de destruction massive. **Septembre 2004** : on admet qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak. « Nous étions dans le faux » déclarent G. W. Bush, T. Blair et compagnie.

Non ! Ils ont menti. Menti sciemment pour pouvoir déclencher une guerre qu'ils voulaient à tout prix afin d'abattre un homme d'État vu comme un ennemi.

Bush, Blair et Cie sont les dignes héritiers de leurs prédécesseurs Chamberlain, Churchill, Halifax, Roosevelt... Car il ne faut pas être dupe. L'histoire des démocraties « pacifiques » qui seraient acculées à la guerre par les « dictateurs » est un **vieux mythe de propagande**. Dans cette brochure, V. Reynouard le démontre sur un précédent flagrant : le déclenchement de la deuxième guerre mondiale le 3 septembre 1939. Il démontre que du 31 août au 2 septembre 1939, Benito Mussolini a tout fait pour sauver la paix. Il a proposé la réunion d'une conférence sur la Pologne. La France et l'Allemagne ont accepté. Mais l'Angleterre a tout fait pour torpiller le projet en s'arrangeant pour que la faute ait l'air de retomber sur Hitler. Un cynisme révoltant, un épisode de l'Histoire à connaître absolument si l'on veut éviter les pièges de la propagande actuelle.

Dans la même collection, lisez :

*Quand les démocraties rejetaient les offres de paix
d'A. Hitler. 6 octobre 1939 : la furie des bellicistes.*

Catalogue de nos brochures gratuit sur simple demande

Diffusion : Vision Historique Objective. Adresse postale :

VHO

B.P. 256

B66

B-1050 BRUXELLES 5

Collection « Sans Concession », mars 2006, prix : 4 €

Vincent Reynouard

**LE MYTHE DES DÉMOCRATIES « PACIFIQUES »
QUI SERAIENT ACCULÉES À LA GUERRE
PAR LES « DICTATEURS »**

INTRODUCTION
IRAK 2003, ALLEMAGNE 1939 : MÊME COMBAT

Le 18 septembre 2004, reprenant des informations révélées par le *New York Times*, la presse annonça que les inspecteurs américains en Irak avaient « fait chou blanc », c'est-à-dire qu'ils n'avaient découvert aucun stock d'armes de destruction massive (AMD).

L'information n'a surpris personne, car il était bien évident que si des arsenaux conséquents avaient existé, ils auraient été découverts depuis longtemps. Je reviens plus tard sur cette manipulation de l'opinion qu'a été la propagande orchestrée autour des AMD ; son analyse reste très intéressante.

Pour le moment, je me contenterai de relever une phrase parue dans la *Dernière Heure* à propos de cette affaire :

**Les experts US
ont fait chou blanc**

■ Aucune trace d'armes
de destruction massive

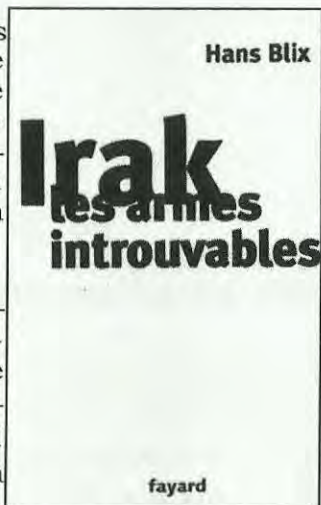
tanique Tony Blair assurant même à l'automne 2002 que Bagdad était capable de le déployer et de l'utiliser en moins de quarante-cinq minutes.

Voir annexe pour l'article complet

[...] les inspections menées par les Nations unies auraient sans doute permis de confirmer l'absence d'ADM. Encore aurait-il fallu que les Etats-Unis acceptent de donner du temps aux inspecteurs, au lieu de brûler les étapes pour en découdre coûte que coûte*.

C'est affirmation — justifiée — est très grave, car « *brûler les étapes* » (qui pourraient permettre de sauvegarder la paix) « *pour en découdre coûte que coûte* » n'est ni plus ni moins vouloir la guerre à tout prix, donc se rendre coupable qu'un « crime contre la paix ».

Mais c'est là qu'intervient le problème. Car pour une majorité de nos contemporains, accuser brutalement l'Amérique de « crimes contre la paix » est aussi impossible qu'affirmer la rondeur d'un carré. Dans leur esprits, seuls les « méchants » (comprenez : les « nazis » et leur engeance : S. Milosevic, S. Hussein...) peuvent être accusés de « crimes contre la paix », de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité ». Pourquoi ? Parce qu'il en est ainsi à la racine. En faisant uniquement comparaître, à Nuremberg et à Tokyo, des Allemands et des Japonais, les fondateurs de cette (in)justice universelle ont implicitement déclaré que seuls les « méchants vaincus » pouvaient être accusés, jugés et condamnés. Les autres, les « bons vainqueurs » étaient intouchables, au motif qu'ils avaient agi en état de légitime défense, pour



protéger la « civilisation » menacée. Voilà pourquoi à long terme, on ressasse aux peuples la thèse officielle des « gentilles démocraties » amoureuses de la paix et gardiennes de la « civilisation » mais toujours contraintes de prendre les armes pour la défense de celle-ci. Cette thèse repose sur deux piliers principaux : 1914 (la marche contre l'ogre Prussien) et, surtout, 1939 (la levée en masse contre Hitler qui voulait conquérir le monde pour y semer les ténèbres et la mort).

Pour 1914, il faut se rappeler par exemple la fameuse réponse collective aux offres de paix négociée allemandes, réponse donnée le 30 décembre 1916 par la France, la Belgique, l'Angleterre, la Russie, la Roumanie, l'Italie, la Serbie et le Japon. D'une seule voix, tous ces pays déclaraient :

Les nations alliées subissent depuis rente mois une guerre qu'elles ont tout fait pour éviter. Elles l'ont démontré par des actes d'attachement à la paix. Cet attachement est aussi ferme aujourd'hui qu'en 1914 : après la violation de ses engagements, ce n'est pas sur la parole de l'Allemagne que la paix, rompue par elle, peut être fondée*.

* Voy. *L'Image de la guerre*, n° 115, janvier 1917, p. 7. En France, il faudra attendre 1937 et la parution du fantastique ouvrage d'Henri Pozzi, *Les Coupables*, pour que justice soit faite de ces allégations totalement infondées (Voy. H. Pozzi, *Les Coupables. La vérité sur les responsabilités de la guerre et les dessous de la paix. Documents officiels secrets*, Aux Éditions Européennes, 1937). Les deux chapitres capitaux de cet ouvrage ont été publiés dans l'étude de V. Reynouard intitulée : *Hitler : homme de la Providence face aux menteurs de 1919* (éd. VHO, 2005. Disponible au catalogue). Mais malgré cela, la propagande continue...

* Voy. *La Dernière Heure*, 18-19 septembre 2004, p. 11.

Pour 1939, les exemples sont si nombreux que je me contenterai de citer le plus récent : à la faveur des commémorations du soixantième anniversaire de la « Libération », le bulletin de la ville de Boën (Loire) a publié un « rappel historique » qui commence ainsi :

En 1933, après des élections, Adolf Hitler a pris le pouvoir en Allemagne pour préparer son pays à la revanche de la défaite de 1914-1918, pour conquérir l'Europe et exterminer des peuples entiers [Voy. l'annexe II].

Telle est la raison pour laquelle, tout comme S. Milosevic, Saddam Hussein a été comparé à Hitler.

« Une gros comprimé, mais un remède sûr » (dessin paru dans un journal américain en 1918). Le message est clair : la démocratie est toujours garante de la paix.



Durant l'été 2003, par exemple, à l'heure où les bellicistes s'activaient, l'éditorialiste d'un magazine américain se fit l'écho des rumeurs délirantes et écrivit :

Notez cette déclaration du Secrétaire Powell aux N.U. : « Une source dit que 1 600 morts parmi des prisonniers [en Irak] furent transférés en 1995 dans une unité spéciale pour des expériences [pour perfectionner les armes biologiques et chimiques de l'Irak]. Un témoin oculaire vit des prisonniers attachés sur des lits, des expériences furent faites sur eux, du sang suintait autour de la bouche des victimes et des autopsies furent pratiquées pour confirmer les effets sur les prisonniers. L'inhumanité de Saddam n'a pas de limite. »

Ceci est similaire à la décennie des années 1930. Adolf Hitler monta au pouvoir mais personne ne voulait croire les rapports sur la façon dont il persécutait les juifs et les dirigeants de l'opposition*.

En agissant ainsi, les propagandistes savaient qu'ils allaient provoquer au sein des masses des réflexes pavloviens : Hussein c'est Hitler, or, Hitler dû être éliminé parce que c'était un tyran sanguinaire qui menaçait la paix du monde, donc Hussein doit être éliminé et celui qui l'éliminera agira nécessairement en état de légitime défense.



World views: Saddam and Adolf

Un rapprochement évocateur. Paru dans Newsweek, 4 mars 1991, p. 75.

* Voy. *La Trompette Philadelphienne*, été 2003, p. 1.

Sans surprise, cette propagande a fonctionné. En mars 2003, à l'heure où la destruction définitive de l'Irak commençait, un vétéran US d'Afghanistan considéra que :

« *messagères d'une juste cause* », les troupes [avaient] été envoyées pour sauver l'Occident d'un ennemi implacable décidé à détruire*.

Et aujourd'hui, il semble toujours y croire, puisque, avec un autre, il a fondé le mouvement *Move America Forward* (Faisons avancer l'Amérique) et créé un site Internet (Moveon.org) destinés à défendre la politique extérieure américaine.

C'est ce mythe des démocraties acculées à la guerre par un agresseur injuste qu'il convient de combattre. Et comme toujours, le mieux est d'agir à la racine. Dans l'affaire de l'Irak, un fois connu le mensonge éhonté de Bush, Blair, Powell etc. à propos des prétendues « armes de destruction massive » de Saddam, certaines consciences ont été troublées : « La plus grande démocratie du monde s'est-elle vraiment rendue coupable d'un crime contre la paix ? » se sont-elles dit. Mais comme d'habitude, les excuses surgissent alors, pour ne pas formuler une conclusion qui remettrait en cause toutes les certitudes. Certains disent : « Ce n'est pas l'Amérique démocratique, c'est Bush », d'autre soupirent : « Certes, dans cette affaire, ils se sont trompés, mais cela peut arriver à tout le monde », les derniers lanceront : « Ce n'est pas possible ; l'Histoire nous enseigne que les démocraties n'agissent jamais ainsi. » C'est précisément là que nous

* Voy. *Le Figaro*, 23 août 2004, p. 3.



2003 : s'exprimant à l'ONU, le Secrétaire d'État américain Colin Powell montre des échantillons d'armes bactériologiques et prétend que l'Irak en fabrique toujours davantage.

devrons intervenir : pour démontrer que G. W. Bush n'est pas un cas à part et que les démocraties n'ont jamais hésité à provoquer des guerres lorsque leurs intérêts l'exigeaient. Le meilleur exemple est fourni par les événements qui sont survenus fin août-début septembre 1939.

SEPTEMBRE 1939 : COMMENT L'ANGLETERRE PARVINT À FAIRE ÉCLATER UN CONFLIT MONDIAL

◆ LES SEIZE PROPOSITIONS DE HITLER...

Rappelons que, datant de 1919, la crise germano-polonaise s'était considérablement aggravée en août 1939. A cette époque, en effet, Hitler était parvenu à se débarrasser des principales « chaînes de Versailles ». Seul restait, au chapitre extérieur, le problème de Dantzig et du Corridor, un problème que le Chancelier était fermement décidé à résoudre*. Le 29 août, lassé des tergiversations polonaises, il exigea qu'un plénipotentiaire polonais vienne avant le lendemain minuit pour signer un accord de résolution. Cet accord se fondait sur seize propositions que Hitler avait rédigées. S'agissait-il, pour la Pologne de signer un arrêt de mort ? Nullement. Dans ses souvenirs, le traducteur qui assistait Hitler lors de ses conversations avec des étrangers écrit :

En les lisant [les 16 propositions], je n'en crus pas mes yeux [...]. Lesdites propositions s'inspiraient d'un esprit qui avait peu de points commun avec les méthodes nationale-

* Restait également le problème des colonies perdues en 1918, mais Hitler avait affirmé qu'il saurait attendre.

socialistes et les idées émises par Hitler, au cours des innombrables entretiens précédents. C'était vraiment un projet portant la marque de Genève*.



Entouré : la fameux « Corridor » polonais qui séparait l'Allemagne en deux en 1919

Voici, brièvement résumés, les principaux points** :

1°) Retour de Dantzig au Reich.
2°) Le Corridor décidera lui-même de son appartenance à l'Allemagne ou à la Pologne.
3°) A cet effet, un plébiscite sera organisé au sein des populations concernées, sous l'observation d'une commission internationale.

4°) Le port de Gdingen restera polonais.

8°) Si le Corridor revient à la Pologne, l'Allemagne obtiendra une voie de communication exterritoriale d'une largeur d'un kilomètre qui le traversera. Et réciproquement.

9°) Si le Corridor revient à l'Allemagne, celle-ci se déclare prête à effectuer, dans la mesure du possible, un échange de populations.

* Voy. Paul Schmidt, *Sur la scène internationale. Ma figuration après de Hitler. 1933-1945* (éd. Plon, 1950), pp. 217-8.

** Voy. V. Reynouard, *Les Crimes « Libérateurs » contre la Paix* [auto-édité, 1995], pp. 201-202 et annexe III.

14°) Les Allemands de Pologne et les Polonais d'Allemagne auront des droits garantis par des conventions obligatoires.

Mais, encouragée par l'Angleterre et croyant l'Allemagne incapable de soutenir une guerre, la Pologne refusa toute négociation. Méprisante, elle attendit la fin d'après-midi du 31 août pour envoyer son ambassadeur à Berlin ; il était juste chargé de s'enquérir de la teneur des seize propositions (*Ibid.*, pp. 178 et ss.).

Les manœuvres de l'Angleterre pendant ces trois journées tragiques suffirent à réduire à néant le mythe des démocraties amoureuses de la paix. Mais je sais qu'en face, on oppose une thèse selon laquelle les seize propositions « *n'étaient que sable jeté aux yeux du monde dans le but de le tromper, et que le Gouvernement allemand lui-même n'avait jamais eu l'intention de les prendre au sérieux* »*.

Alors admettons. Oui, admettons que Hitler ait voulu se jouer du monde ; admettons même que s'il était sincère, on ne résout pas une crise internationale en exigeant qu'un plénipotentiaire vienne dans les 36 heures signer un accord déjà écrit. L'ennui, pour les tenants de la thèse officielle, est que, jusqu'au bout, Hitler fut favorable aux négociations directes entre Puissances, dont la Pologne. C'est l'Angleterre qui fit tout échouer, parce qu'elle voulait la guerre. Cette vérité apparut lorsque le gouvernement de Sa Majesté torpilla l'ultime offre de médiation italienne, les 31 août-1^{er} et 2 septembre 1939.

* Voy. *Rapport définitif de sir Nevile Henderson. Sur les circonstances qui ont déterminé la fin de sa mission à Berlin. 20 septembre 1939* (Paris, 1939), p. 17, § 50.

LE TORPILLAGE DE L'ULTIME TENTATIVE DE MÉDIATION ITALIENNE

Le 1^{er} septembre 1939, à l'aube, les troupes allemandes pénétrèrent sur le territoire polonais. Pourtant, on aurait tort de croire que la paix rendit alors son dernier soupir. Un conflit local venait certes d'éclater, mais la paix mondiale était encore vivante. Pendant quatre jours, suite à une initiative du ministre français des Affaires étrangères, Benito Mussolini tenta désespérément de la sauver.

◆ GENÈSE DE LA MÉDIATION ITALIENNE

Tout commença le 27 août, lorsque le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bonnet, pria M. Pol Le Tellier, ambassadeur belge à Paris, « *de demander à son gouvernement — on sait les liens de parenté qui uniss[aient] la famille royale de Belgique à celle de l'Italie — de suggérer au Duce l'initiative d'une proposition de conférence qui se tiendrait à Rome* » (1, 48)*. Cette demande fut exaucée. Des contacts furent établis et B. Mussolini accepta, mais à une condition : que l'on donnât satisfaction à Hitler en rendant Dantzig au Reich (première des seize propositions hitlériennes). Le 31 août au matin, le ministre italien des Affaires étrangères, Galeazzo Ciano, téléphona à son homologue britannique Lord Halifax. Il l'informa que le Duce ne pouvait « *intervenir au près de Hitler qu'à la condition de pouvoir lui offrir un gage de taille : Dantzig* » (2, 143). Après en avoir conféré avec ses pairs, Lord Halifax répondit que la

* Le numéro en gras renvoie à un ouvrage indiqué à la fin du livre. Le numéro en caractère normal indique la page.

« suggestion concernant Dantzig ne par[aissait] guère réalisable » (*Id* ; preuve que la Grande-Bretagne ne voulait pas entendre parler des seize propositions : elle écartait déjà la première).

Malgré cette réponse négative, B. Mussolini ne renonça pas. Il proposa l'organisation d'« une conférence pour le 5 septembre, afin de réviser les clauses du traité de Versailles ». G. Ciano soumit immédiatement cette suggestion à plusieurs hautes personnalités étrangères. Bien que sceptique, André François-Poncet (ambassadeur français à Rome), accueillit la proposition « avec satisfaction ». De son côté, sir Percy Loraine (ambassadeur britannique) se déclara enthousiaste. Lord Halifax, pour sa part, se réserva de la soumettre au Premier Ministre britannique, Arthur Neville Chamberlain. G. Ciano recommanda alors une « réponse urgente, car le temps pressait » (*Id.*).

Benito Mussolini : jusqu'au bout, il tenta de sauver la paix. Mais son ultime tentative de médiation (31 août—5 septembre 1939) fut torpillée par l'Angleterre.



◆ LA DUPLICITÉ ANGLAISE

A 13 h, A. François-Poncet téléphona à G. Bonnet pour l'informer de l'offre italienne et pour lui demander « une réponse rapide » (3, I, 436).

Quinze minutes plus tard, un événement capital se produisit, qui venait prouver la volonté anglaise de torpiller la médiation italienne. A 13 h 15, M. Corbin (ambassadeur français à Londres) téléphona à G. Bonnet. Dans son *Journal*, celui-ci écrit :

M. Corbin me téléphone de Londres. Le Premier ministre lui a dit qu'il avait reçu la même offre de M. B. Mussolini ; il est prêt à accepter, mais en imposant la condition nécessaire et préalable de la démobilisation des troupes dans tous les pays. **Il estime que cette condition ne sera pas acceptée par l'Allemagne et qu'elle fera échouer le projet de conférence** [3, I, 436].

Vous avez bien lu : Chamberlain posait une condition en sachant parfaitement qu'elle entraînerait l'échec du projet italien ! Ce fait, effroyable, est confirmé par un membre de l'ambassade de France à Londres, M. Rochat. Dans son « Compte rendu des journées des 30 et 31 août, 1^{er} et 2 septembre 1939 » il écrit :

[31 août :] J'ai été convoqué chez le Premier ministre [A. N. Chamberlain] à 1 heure.

Je l'ai trouvé en compagnie de Lord Halifax, de sir Alexander Cadogan et de sir Horace Wilson. Lord Halifax m'explique qu'il vient d'être appelé au téléphone par le comte Ciano. Celui-ci a dit que le moment était très grave, que la Pologne n'avait pas répondu [aux seize propositions allemandes pour la résolution pacifique du différend germano-

polonais] et que le chancelier Hitler pouvait décider d'un instant à l'autre de déclencher les hostilités. Dans ces conditions, M. Mussolini, agissant à titre personnel (?), songe à proposer la réunion d'une conférence le 5 septembre. Elle serait destinée à une « révision des clauses du traité de Versailles, qui sont la cause des graves troubles actuels dans la vie de l'Europe ». Si la France et l'Angleterre l'acceptent, M. Mussolini demanderait à Hitler de l'accepter également.

Aucun détail n'a été donné sur la composition éventuelle de la Conférence, et notamment sur les Puissances qui y participeraient [3, II, 455].

Et voici le passage important :

Le gouvernement britannique est d'avis qu'il ne peut opposer une fin de non-recevoir à une offre de solution pacifique mais, d'autre part, qu'il ne peut être question de négocier sous la menace de la force. La première idée de M. Chamberlain est donc de répondre qu'il ne peut accepter la conférence que si elle est précédée d'une démobilisation générale. « Cela suffira sans doute, ajoute le Premier ministre, pour la rendre impossible ». Il est visible, dit-il aussi, quoi qu'on ne puisse savoir si l'offre a été ou non concertée avec le Chancelier, que celui-ci cherche toujours à obtenir ce qu'il veut sans combattre [3, II, 455].

Ce récit est capital pour deux raisons :

1°) il confirme qu'A. N. Chamberlain rejetait la proposition de paix italienne ;

2°) il démontre qu'en 1939, dans les cercles diplomatiques, on savait qu'Hitler voulait régler *pacifiquement* le différend germano-polonais. C'est l'Angleterre qui refusait toute solution à l'amiable. C'est donc elle qui voulait la guerre. La suite, d'ailleurs, le confirmera...

◆ UNE FALSIFICATION FRANÇAISE

L'appel téléphonique de M. Corbin était si accusateur pour l'Angleterre que les rédacteurs du *Livre Jaune Français*, un ouvrage officiel publié peu après le déclenchement des hostilités pour justifier la politique de la France, n'ont pas hésité à en falsifier le contenu afin de le rendre anodin. Dans l'annexe III (« Communication téléphoniques de M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, les 31 août, 1^{er} et 2 septembre 1939 ») on prétend que, lors de sa conversation téléphonique du 31 août à 13 h 15, l'ambassadeur français à Londres aurait uniquement demandé au ministre de faire « connaître le plus rapidement possible la réponse française, de manière que le Gouvernement français et le Gouvernement britannique puissent confronter leurs points de vue » [4, 428]. Toute mention de la condition imaginée par les Anglais pour faire échouer l'offre de médiation italienne a disparue (voy. ci-contre).

Revenons toutefois à cette journée du 31 août 1939.

◆ LA RÉACTION D'A. LÉGER

Vers 13 h 15, G. Bonnet rencontra un membre important de la coterie belliciste, Alexis Léger, Secrétaire général du Quai d'Orsay [Selon Paul Allard, Alexis Léger était « le chef occulte du complot contre la paix » (voy. P. Allard, *Les Provocateurs à la Guerre*, (Les Éditions de France, 1941), p. 49).]. Dans son *Journal*, le ministre écrit :

Quand je parle de cette affaire à M. Léger, il me dit : « Nous y voilà. C'était l'offre que nous attendions, elle constitue un piège dans lequel il ne faut pas tomber ». Il me dit qu'il est partisan d'un refus immédiat. Léger ajoute que c'est le der-

Quand la France cachait au public les manœuvres bellicistes de l'Angleterre

Ci-dessous : 31 août 13 h 15, l'Angleterre dévoile son jeu : son soutien aux initiatives diplomatiques n'est que de pure forme. En coulisse, elle s'arrange pour les torpiller.

Source : Extrait du journal de Georges Bonnet (alors ministre des Affaires étrangères français), publié dans *Les Documents diplomatiques français, 1932-1939*, 2ème série (1936-1939), tome XIX (Imprimerie Nationale, 1986), p. 436.

de Versailles. Il demande une réponse rapide. ... Le Premier ministre (qui a dit qu'il avait reçu la même offre de M. Mussolini; il est prêt à accepter, mais en imposant la condition nécessaire et préalable de la démobilisation des troupes dans tous les pays. Il estime que cette condition ne sera pas acceptée par l'Allemagne et qu'elle fera échouer le projet de conférence.

En 1939, le gouvernement français publia un « Livre Jaune » afin de justifier l'entrée en guerre. L'appel de M. Corbin à Georges Bonnet est bien mentionné, mais on « omet » de révéler que l'Angleterre formulait une exigence afin de torpiller le projet italien... Cette omission est un aveu.

15 heures 15. — Communication téléphonique de M. Corbin à M. Georges Bonnet.

Le premier Ministre vient de dire à M. Corbin qu'il avait reçu du comte Ciano le même message que le Gouvernement français. M. Corbin demande que le Ministre lui fasse connaître le plus rapidement possible la réponse française, de manière que le Gouvernement français et le Gouvernement britannique puissent confronter leurs points de vue.

Le Ministre répond qu'il fera connaître au Gouvernement britannique la réponse

nier quart d'heure où il faut tenir. Le tournant dramatique pour toute la politique française. « Hitler est à bout. Et son ami Mussolini pour le sauver lui propose à la dernière minute une conférence afin de lui éviter une retraite désastreuse » [3, I, 436].

Nous reconnaissons là un des principaux arguments développés par les bellicistes : toute attitude conciliante de la part de Hitler (ou de Mussolini) était immédiatement analysée comme un signe de faiblesse qui devait conforter les démocraties dans leur intransigeance. Il est évident qu'une telle politique mène inmanquablement à la guerre.

◆ DALADIER RETOURNÉ PAR LES BELICISTES

Quarante-cinq minutes plus tard, G. Bonnet se rendit chez Édouard Daladier (alors Président du Conseil) qui finissait de déjeuner. Il lui expliqua l'affaire et appela son attention sur la nécessité d'apporter une réponse urgente à G. Ciano (3, I, 437). Bien que hostile, pour des raisons techniques, au projet Italien*, Daladier promit qu'il réunirait le Conseil pour prendre une décision (*Id.*).

A 15 h, cependant, le Président le Conseil se montra beaucoup plus intransigeant. Dans un appel téléphonique à l'Ambassade de France à Londres, il se déclara

* « En ce qui concerne la question posée, il y voit, quant à lui, de sérieuses objections. Il y a en France trois millions d'hommes sous les armes. Dans les pays démocratiques, il est beaucoup plus difficile de rappeler les effectifs que dans les pays totalitaires. Si on procède à une démobilisation dans les conditions d'incertitude qui prévalent aujourd'hui, il pourrait devenir difficile de rappeler ensuite les mêmes hommes sous les drapeaux » (3, II, 456).

« absolument contraire à l'idée d'une conférence » et « entièrement opposé » à la démobilisation préalable (*Ibid.*, p. 456). De plus, l'homme d'État français désirait rester en accord avec la ligne indiquée la veille aux Allemands : « d'abord règlement direct avec la Pologne » (*Id.*)*.

Ce retournement subit s'explique quand on sait qu'entre 14 h et 15 h, E. Daladier avait rencontré :

- 1°) le germanophobe Bullitt, ambassadeur polonais à Paris, selon lequel : « *Il ne s'agi[ssait] plus de causer, mais de se battre* » (1, 50) ;

- 2°) le général Gamelin qui lui avait dit « *qu'on allait vers un nouveau Munich démolissant la Pologne si on acceptait une conférence* » (3, I, 437).

Le Cabinet anglais accueillit avec déception les déclarations du Président du Conseil. Non parce qu'elles compromettaient la paix ; uniquement parce qu'elles étaient trop franches et qu'elles révélaient ainsi la volonté des démocraties de torpiller l'offre de paix italienne. A 15 h 45, M. Corbin téléphona et déclara :

[Lord Halifax] fait observer que le Gouvernement français est certainement conscient du danger qu'il y aurait à avoir à présenter nos vues de manière telle que les démocraties, qui ont toujours affiché leur volonté d'arriver à un règle-

* Rappelons que le 29 août 1939, Hitler avait invité un plénipotentiaire polonais à venir à Berlin pour parvenir à un règlement pacifique de la crise sur la base de seize propositions allemandes. Le Chancelier avait donné à la Pologne jusqu'au 30 août minuit pour envoyer ce plénipotentiaire. Bien que ce délai fût à ce moment dépassé, E. Daladier semblait toujours espérer l'organisation de négociations directes entre l'Allemagne et la Pologne (Voy. V. Reynouard, *op. cit.*, pp. 178 et ss.).

ment pacifique du litige, aient l'air de rejeter une proposition de solution pacifique [*Ibid.*, p. 456].

Ignorant ce qui se tramait dans la coulisse anglaise et la duplicité du gouvernement de Sa Majesté, E. Daladier fut très étonné par cette réponse. Ne comprenant plus rien, il téléphona à l'Ambassade de Londres et demanda :

quelle [était] sur le fond la pensée britannique. Les Anglais souhait[ai]ent-ils qu'une conférence se réunisse ou, au contraire, en [voyaient]-ils les dangers ? [*Ibid.*, p. 457].



M. Corbin lui fit alors cette réponse savoureuse qu'il résume ainsi :

J'ai répondu en citant les propos mêmes qui m'[avaient] été tenus à la fin de la matinée, et d'où il ressort[ait] que M. Neville Chamberlain se rendait parfaitement compte de la manœuvre [comprenez : la manœuvre italienne qui prouvait préserver la paix]*. La seule réserve qui [avait] été faite (par Lord Halifax) tendait à ce que la réponse destinée au

L'ambassadeur de France à Londres Charles Corbin. Il fut le témoin des manœuvres anglaises pour torpiller la médiation italienne.

* En 1945 à Nuremberg, l'Angleterre affirmera que l'offre italienne « *offr[ait] une chance de paix* » (voy. TMI, III, audience du 6 décembre 1945, p. 269). Mais elle se gardera bien de dire qu'elle n'en voulait pas...

comte Ciano fût libellée de façon à ce qu'on ne put reprocher aux puissances démocratiques d'avoir écarté trop brutalement une solution pacifique [*Id.*].

C'était clair : la Grande-Bretagne refusait la suggestion italienne mais elle voulait rédiger une réponse telle qu'elle n'endossât pas la responsabilité du refus. Peut-on imaginer plus cynique ?

J'ignore quelle fut la réaction d'E. Daladier. Quoi qu'il en soit, à 18 h débuta le Conseil des ministres.

♦ LA FRANCE NE FERME PAS TOTALEMENT LA PORTE AUX DISCUSSIONS

G. Bonnet exposa le premier son point de vue. En partisan de la paix, il demanda :

une réponse affirmative et immédiate [à l'offre italienne] en suggérant que la Pologne [fut] invitée et que la Conférence [eut] un caractère plus général pour examiner l'ensemble des problèmes nés de la guerre [*Ibid.*, p.437].

Deux membres importants de parti pour la paix prirent ensuite la parole : Anatole de Monzie et Paul Marchandeau. R. Moulin écrit :

L'un et l'autre appu[yèrent] leur collègue de toutes leurs forces. Il [fallait] accepter sur le champ la proposition italienne, en réclamant que la Pologne soit invitée [1, 52.].

Vinrent ensuite les bellicistes : Albert Sarraut, Jean Zay, Georges Mandel, Paul Reynaud, Campinchi d'après lesquels la réponse du Gouvernement français, celle que Rome désirait en urgence, devait... être « différée jus-

qu'au lendemain » (*Id.*). E. Daladier prit ensuite la parole. Son point de vue était clair : l'offre italienne était une « manœuvre qu'il import[ait] de déjouer » (3, I, 437). Il fallait répondre au Duce que « des conversations [étaient] actuellement en cours entre l'Allemagne et la Pologne » —

ce qui était faux : l'Allemagne attendait vainement la venue d'un plénipotentiaire —, qu'il fallait les laisser se poursuivre et qu'en cas d'échec, « une autre méthode pourrait être envisagée » (*Id.*). De façon évidente, le Président du Conseil avait décidé d'agir comme l'Angleterre, c'est-à-dire refuser, sans en avoir l'air, la suggestion de B. Mussolini.

Une vive discussion s'engagea alors entre partisans et adversaires de la paix. Puis un coup de théâtre survint. Alors que le Conseil se déroulait, une lettre de Georges Coulondre (ambassadeur français à Berlin) fut apportée à E. Daladier. L'ambassadeur parlait « de l'incertitude et du flottement » qui devait régner « dans les milieux dirigeants » allemands (4, 364, doc. n° 312.). D'après lui : « L'impression comm[en]çait à se répandre dans la population que le Reich n'[ét]ait pas décidé à aller plus loin ».

Le Président du Conseil avait-il lui-même préparé ce coup de théâtre ? R. Moulin répond par l'affirmative*. Dans son *Journal*, G. Bonnet n'aborde pas la question. Quoi qu'il en soit, la missive de G. Coulondre renforçait sensiblement la position d'E. Daladier. Après l'avoir lue, celui-ci s'écria : « Tenir, tenir, tenir, tout est là dit en pro-

* « Cette note [de G. Coulondre], l'avait-il déjà en poche lorsqu'il est arrivé à l'Élysée ? Ou bien a-t-il lu celle qu'un officier de service est venu lui apporter pendant le Conseil ? Peu importe les modalités de ce coup de théâtre savamment préparé... » (1, 55, n. 1).

pres termes Coulondre » (3, I, 437). La plupart des ministres, fortement impressionnés par l'opinion de l'ambassadeur à Berlin, n'opposèrent aucune résistance.

A 21 h, ainsi, le Conseil arrêta sa décision. Celle-ci se résumait en trois points :

- 1°) Refus de démobiliser ;
- 2°) Poursuite des conversations directes entre l'Allemagne et la Pologne avec choix d'une autre procédure en cas d'échec ;
- 3°) Accord au principe d'une conférence mais à deux conditions :
 - a) Que la Pologne soit invitée ;
 - b) Que le programme de la conférence soit élargi afin de pouvoir établir une paix durable (3, II, 458).

E. Daladier était parvenu à faire triompher son point de vue. D'après G. Bonnet, cette décision marquait « *une grande résistance à l'acceptation pure et simple de la proposition italienne* » (3, I, 438).

Entre temps, deux événements importants étaient intervenus :

- à 18 h 15, Lord Halifax avait répété à Corbin que le Gouvernement britannique « *ne [voulait] pas d'un nouveau Munich* » (3, II, 457) ;
- vers 20 h 30, Londres avait tout simplement coupé les communications téléphoniques avec l'Italie (2, 143).

Cette dernière initiative achevait de démontrer que, pour l'Angleterre, il n'était plus question de discuter avec l'Italie pour tenter de sauver la paix. Pour la Grande-Bretagne, il n'y avait désormais plus qu'une issue : la guerre. C'est très probablement la raison pour

laquelle, dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, Hitler ordonna à ses armées de se mettre en marche. Comme nous allons cependant le voir maintenant, le Chancelier était encore prêt à stopper les opérations et à discuter.

◆ LA LUTTE DE G. BONNET POUR LA PAIX

A 9 heures, le 1^{er} septembre 1939, G. Bonnet arriva au ministère de la Guerre. Les armées allemandes s'étant mises en marche, la décision prise la veille par le Conseil des Ministres (poursuites des négociations directes entre l'Allemagne et la Pologne) était dépassée. Par conséquent, elle ne pouvait être communiquée à l'Italie. Pour rétablir *in extremis* la paix, seul restait le projet d'une conférence. Le ministre des Affaires étrangères chargea donc de la rédaction du télégramme à envoyer



E. Daladier (à gauche) et Georges Bonnet à leur retour de Munich en 1938. Ils ont sauvé la paix. Un an plus tard, toutefois, l'Angleterre ne sera plus dans les mêmes dispositions et E. Daladier sera retourné par les bellicistes. Malgré une lutte désespérée G. Bonnet ne pourra rien sauver.

au Duce. « *J'indiqu[ais], écrit-il, à l'Italie que notre réponse [était] affirmative, sous condition que la Pologne soit invitée et que la Conférence ait un caractère plus général* » (3, I, 439).

Pour l'Angleterre, qui voulait rejeter, sans en avoir l'air, cette conférence, l'invasion de la Pologne venait au bon moment. Dans la matinée, l'ambassadeur français à Londres indiqua que la réponse de l'Angleterre serait différente ; tout en approuvant l'idée d'une conférence, le Cabinet britannique indiquerait que « *dans les circonstances actuelles, la Conférence leur paraissait ne pas avoir de chance de réussite* » (*Id.*). Vers 10 h 30, M. Corbin fut plus précis. Lord Halifax venait de l'informer qu'il envisageait de répondre dans l'esprit suivant : bien qu'il eut apprécié l'initiative du Gouvernement italien et qu'il eut « *été heureux de l'examiner avec empressement et de la prendre en considération* », « *l'initiative prise par le Gouvernement allemand paraissait de nature à rendre toute initiative, sur les lignes dont il s'agit [ssait], impossible* » (*Ibid.*, p. 440). Dégoulinant d'hypocrisie !

A 11 h 08, le Gouvernement anglais autorisa la France à répondre comme elle le souhaitait. De son côté, il répondrait comme l'avait indiqué M. Corbin (*Id.*). Peu avant midi, G. Bonnet téléphona à A. François-Poncet les termes de la réponse française. Après avoir rendu un hommage à l'effort de paix italien, le Gouvernement français déclarait :

Il [le Gouvernement] doit toutefois faire observer qu'à son avis une conférence ne saurait évoquer les problèmes touchant aux intérêts de Puissances qui n'y seraient pas représentées ; il ne saurait être disposé des intérêts d'une Puissance hors la présence de cette puissance.

Le Gouvernement français estime qu'une telle conférence ne devrait pas se borner à rechercher des solutions partielles et provisoires à des problèmes limités et immédiats ; elle devrait, en évoquant l'ensemble des problèmes à caractère général qui sont à l'origine de tout conflit, aboutir à un apaisement général permettant de rétablir et d'organiser sur des bases solides la paix du monde [4, 378, doc. n° 327].

Cette réponse, positive, sauvegardait l'offre italienne. La condition portant sur la recherche des solutions en vue d'obtenir un « *apaisement général* » ne pouvait qu'enchanter Hitler. Certes, l'invitation de la Pologne s'annonçait plus délicate, mais elle n'avait rien d'impossible.

A 12 h 15, cependant, le ciel s'obscurcit subitement. M. Corbin informa G. Bonnet que l'ambassadeur polonais à Londres s'était rendu le matin au *Foreign Office* pour prier l'Angleterre d'appliquer sa garantie [Le 25 août 1939, l'Angleterre avait signé avec la Pologne un accord d'assistance mutuelle *automatique* au cas où l'un des deux pays serait agressé (voy. V. Reynouard, *op. cit.*, p. 175).], c'est-à-dire d'entrer en guerre contre l'Allemagne. A titre personnel, Lord Halifax avait répondu favorablement à cette demande [« *le comte Raczyński a déclaré que les événements lui paraissaient justifier l'application de la garantie britannique. Parlant à titre personnel, Lord Halifax lui a répondu qu'à ses yeux, cela ne faisait aucun doute* » (4, 379, doc. n° 329).]. Le danger apparaissait immédiatement : l'entrée en guerre de l'Angleterre (et, donc, de la France) risquait de compromettre l'offre italienne de Conférence. C'était certainement la raison pour laquelle Lord Halifax avait répondu si rapidement à l'Ambassadeur polonais.

Pour G. Bonnet, il était nécessaire de retarder le plus possible cette éventuelle déclaration de guerre. Cette nécessité était d'autant plus grande qu'à 15 h, A. François-Poncet lui avait téléphoné un message réconfortant : après avoir reçu les réponses des Gouvernements français et anglais, les autorités italiennes jugeaient que l'offre du Duce était encore réalisable [En vérité, la réponse anglaise était, comme l'avait prévenu M. Corbin, négative. Il semble toutefois que B. Mussolini ait passé outre afin de tenter un suprême effort pour sauver la paix.]. En conséquence, elles estimaient que si la France :

pouvait sonder le Gouvernement polonais pour connaître ses intentions à cet égard et si celui-ci éventuellement acceptait la proposition italienne, le Gouvernement de Rome pourrait faire une suprême tentative auprès de M. Hitler [3, I, p. 441.].

Tout n'était donc pas perdu et sans attendre, G. Bonnet téléphona à M. Corbin.

Après lui avoir résumé le message d'A. François-Poncet et informé que la France allait « *chercher à toucher toutes les autorités de Varsovie* », il voulut être certain que le « *Gouvernement britannique [était] lui-même d'accord* » (3, 441 et 459). Un premier élément de réponse lui parvint à 15 h 48 : d'après sir Eric Phipps, quelques heures auparavant, l'ambassadeur britannique à Rome, parlant au nom de son gouvernement, avait déclaré que « *celui-ci n'estimait pas utile, étant donné les circonstances, de réunir une telle conférence* », mais qu'il désirait connaître l'avis de B. Mussolini à ce sujet (*Ibid.*, p. 442). Sans surprise, l'Angleterre restait fidèle à sa ligne de conduite.

Malgré cet élément peu encourageant, le Ministre français n'abandonna pas. A 16 h, il parvint à joindre Léon Noël (ambassadeur de France à Varsovie). Par téléphone, il lui demanda si la Pologne acceptait le projet d'une conférence et l'informa que, « *bien entendu* », cette conférence n'aurait pas lieu en cas de refus (*Id.*).

Dix minutes plus tard, M. Corbin renseigna G. Bonnet sur le sentiment anglais :

Dans l'état actuel des choses [déclara-t-il en substance] le Gouvernement [anglais] considérerait qu'accepter le projet italien serait « *jeter de l'eau bénite sur un homme qui aurait la corde au cou* ». Ce projet n'[était] pas viable [*Id.*].

◆ LA NOTE FRANCO-ANGLAISE ET LA RÉPONSE ALLEMANDE

Une nouvelle fois, cependant, le Ministre ne se découragea pas. Peu avant 17 h, il téléphona à A. François-Poncet. Après l'avoir informé qu'il ne pouvait encore joindre Varsovie mais qu'il s'en rapportait « *à ce qui sera [it] fait par le Gouvernement de Rome* », il proposa « *que l'on tente de réunir une conférence* » avec la possibilité d'aviser « *si on se heurt[ait] à des refus* » (*Ibid.*, p. 443).

A 22 h, l'ambassadeur de France à Berlin remit à J. von Ribbentrop le texte suivant :

De bonne heure ce matin, le Chancelier allemand a fait paraître une proclamation à l'armée allemande qui indiquait clairement qu'il était sur le point d'attaquer la Pologne.

Les informations parvenues au Gouvernement français et au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni que indiquent des troupes ont traversé la frontière polonaise et que des attaques contre des villes polonaises sont en cours.

Dans ces conditions, il apparaît aux Gouvernements français et du Royaume-Uni, que par son action le Gouvernement allemand a créé les conditions (c'est-à-dire acte de force à caractère agressif contre la Pologne menaçant l'indépendance de ce pays) qui appelle l'accomplissement par les Gouvernements de la France et du Royaume-Uni de leurs engagements à l'égard de la Pologne de venir à son aide.

En conséquence, je dois informer Votre Excellence qu'à moins que le Gouvernement allemand ne soit disposé à donner au Gouvernement français des assurances satisfaisantes que le Gouvernement allemand a suspendu toute action agressive contre la Pologne et est prêt à retirer promptement ses forces du territoire polonais, le Gouvernement français remplira sans hésitation ses obligations à l'égard de la Pologne [...] [4, 390, doc. n° 345.].

Trente minutes auparavant, l'ambassadeur de Grande-Bretagne avait fait la même communication [Voy. sir N. Henderson, *Rapport définitif*., p. 22, § 66.]. Le ministre allemand des Affaires étrangères répondit :

qu'il n'y avait pas d'agression allemande, mais que depuis des mois la Pologne avait provoqué l'Allemagne. Ce n'était pas l'Allemagne qui avait mobilisé contre la Pologne, mais la Pologne contre l'Allemagne. La veille, encore, de vraies incursions de corps de troupes régulières et irrégulières avaient eu lieu en territoire allemand [5, 235, doc. n° 92.].

◆ L'ANGLETERRE IMPATIENTE DE DÉCLARER LA GUERRE

Quoi qu'il en soit, la note franco-anglaise était très grave, car une déclaration de guerre au Reich risquait de porter un coup mortel à l'offre italienne. L'inquiétude de G. Bonnet était d'autant plus grande que l'Angleterre, soucieuse de provoquer un conflit le plus tôt possible,

pressait le ministre de lui indiquer l'instant où le délai imparti à l'Allemagne pour cesser toute action agressive serait considéré comme dépassé. Afin de retarder l'échéance, G. Bonnet répondait que l'avis du Président du Conseil lui était nécessaire*.

A 22 h, prétextant que le Cabinet tenait « *en suspens des dispositions importantes qui ne [pourraient] être arrêtées que lorsque sera[it] connue la marche il suivre* » puis alléguant que « *la hâte anglaise s'expliquait par la nécessité de la déclaration à faire au Parlement* », la Grande-Bretagne renouvela sa démarche (Id). G. Bonnet, toutefois, resta inflexible et déclara que, constitutionnellement, le Gouvernement devait en référer aux Chambres avant de déclarer la guerre**.

Impressionné par ce dernier argument qu'il savait inattaquable, sir A. Cadogan changea de tactique : et « *si le Chancelier répondait à la démarche de nos ambassadeurs en termes insultants. Attendrait-on vingt-quatre heures pour riposter ?* » (Ibid., p. 463). Hélas pour ce belliciste, l'Allemagne ne répondit pas dans le sens voulu. Cette dernière requête reste cependant très intéressante,

* Dès 18 h 55, en effet, « *répondant à une préoccupation marquée par sir A. Cadogan* » le Ministre français avait déclaré « *ne pouvoir indiquer sans contact préalable avec le Président du Conseil le délai imparti à l'Allemagne* », délai au terme duquel les ambassadeurs à Berlin demanderaient leurs passeports (démarche qui signifiait la déclaration de guerre) (3, II, 462).

** Ce qui ne sera pas fait. Voy. V. Reynouard, *Septembre 1939 : acquittement pour Hitler* (disponible au catalogue du VHO). J'y décrit la manœuvre éhontée d'É. Daladier et du Gouvernement français pour déclarer la guerre sans l'assentiment des Chambres.

car elle conforte, si besoin était, la thèse selon laquelle en septembre 1939, l'Angleterre fit tout ce qui était en son pouvoir pour que la guerre éclate.

Quoi qu'il en soit, dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, l'Agence Havas publia un communiqué selon lequel la France avait apporté une réponse « *positive* » à l'offre italienne [4, 391, doc. n° 347.]. La paix agonisait, mais elle n'était pas encore morte.



Dessin paru dans *Combats*, l'hebdomadaire de la Milice.

Winston Churchill, chef de file des bellicistes anglais avait œuvré en septembre 1939 pour que l'Angleterre et la France partissent en guerre malgré l'offre de médiation italienne. Officiellement, il s'agissait de secourir la Pologne. Mais en 1944, A. Eden déclara au nom des Anglo-américains : « Ni l'Angleterre ni les États-Unis n'ont l'intention de garantir les frontières polonaise d'avant-guerre » (voy. *Combats*, n° 39, 5 février 1944). Preuve que les Alliés se moquaient éperdument du sort de la Pologne.

Le gouvernement polonais en exil protesta, mais en vain, ce qu'illustre ce dessin...

◆ MUSSOLINI SOUMET SON PROJET DE MÉDIATION À HITLER

Le 2 septembre dans la matinée, l'Italie (que G. Bonnet avait, la veille, encouragé à réunir une Conférence malgré la réponse négative de l'Angleterre et l'absence de réponse polonaise) l'Italie fit parvenir à Berlin le message suivant :

A titre d'information, l'Italie fait savoir, naturellement en laissant toute décision au Führer, qu'il serait encore possible à son Gouvernement de faire accepter le principe d'une conférence par la France, l'Angleterre et la Pologne sur les bases suivantes :

- 1°) Armistice laissant les armées sur leurs positions actuelles;
- 2°) Convocation de la conférence d'ici deux à trois jours;
- 3°) Solution du différend germano-polonais laquelle, dans l'état actuel des choses, serait certainement favorable à l'Allemagne.

C'est aujourd'hui surtout la France qui s'attache à l'idée du Duce [5, 237, doc. n° 93.].

Quelle allait être la réponse du Chancelier ?

◆ HITLER EN ACCEPTE LE PRINCIPE

A midi G. Ciano appela G. Bonnet au téléphone et lui déclara :

A. Attolico vient de me faire connaître la réponse de M. von Ribbentrop.

M. Hitler a pris connaissance du message : **il n'est pas opposé à prendre en considération le projet [de conférence]**, mais il se trouve en présence de deux notes, l'une française, l'autre anglaise, qui lui ont été remises hier soir

et dont il ne comprend pas exactement la portée. Si ces notes ont un caractère d'ultimatum, il répondra catégoriquement non aux Gouvernements de Londres et de Paris et ne pourra, en conséquence, prendre en considération un projet de conférence.

M. de Ribbentrop désire, d'autre part, savoir si l'Allemagne peut considérer qu'elle a jusqu'à demain midi pour répondre à ces deux notes.

Le comte Ciano serait donc obligé aux Gouvernements français et anglais d'être mis en mesure de répondre à ces deux questions posées par M. de Ribbentrop. Il y a actuellement dans son bureau M. François-Poncet et sir Percy-Lorraine. Ce dernier lui a donné l'assurance que, dans l'esprit du Gouvernement anglais, la note remise hier à Berlin n'a pas un caractère d'ultimatum [3, I, 443-444.].

Il est peu probable que sir Percy-Lorraine ait répondu d'accord avec son Gouvernement. Quoi qu'il en soit, G. Bonnet, dont on imagine aisément la joie, affirma immédiatement que, « *dans l'esprit du Gouvernement français, la note de vendredi n'avait pas le caractère d'un ultimatum* » (Id.). A titre personnel, il estima « *que les Allemands pourraient avoir le temps de répondre jusqu'à demain midi* » et il promit de prendre « *de suite l'avis du Président du Conseil à ce sujet* » (Id.).

A cette heure, ainsi, rien n'était apparemment perdu : Hitler se disait prêt à accepter un armistice et le principe d'une conférence à laquelle la Pologne participerait. Tout ce qu'il voulait, c'était que ne le traitât pas comme un valet auquel on donne des ordres.

Immédiatement prévenu, E. Daladier décida de s'entendre avec les Anglais pour la réponse. Sans perdre un instant, G. Bonnet entra en communication avec Lord

Halifax. L'ultime manœuvre anglaise, celle qui allait donner le coup de grâce à la paix, apparut alors au grand jour.

◆ L'ULTIME MANŒUVRE ANGLAISE

Deux jours auparavant, la Grande-Bretagne avait demandé la démobilisation des troupes, espérant que cette exigence ferait échouer le projet italien. Or, Hitler avait accepté un armistice et avait donné son accord de principe pour la Conférence. Il fallait donc formuler une nouvelle exigence qui, cette fois, ne pourrait être acceptée par le Chancelier. Cette exigence, Lord Halifax la formula à G. Bonnet (je souligne) :

Quant aux autres questions qui se posent [déclara Halifax], le comte Ciano m'a dit que le projet de conférence devait être réalisable sur la base d'un armistice et à la condition que cette conférence puisse se réunir séance tenante.

J'ai répondu au comte Ciano, à titre personnel, que **mon Gouvernement estimerait préalablement nécessaire que les troupes allemandes se retirent du territoire polonais** et qu'il serait difficile d'imaginer la réunion d'une conférence dans les circonstances présentes, alors que les troupes allemandes sont en possession [sic].

Le comte Ciano m'a dit qu'une telle condition serait inacceptable pour M. Hitler, et que celui-ci pourrait au maximum accepter un armistice impliquant le maintien des troupes en possession. Après quoi la Conférence pourrait avoir lieu.

C'est sur cette question que nous estimons nécessaire de consulter le Gouvernement tout entier. De mon côté, je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me faire connaître également l'attitude du Gouvernement français [Ibid., p. 445].

G. Bonnet répondit que cette question n'avait pas été posée et que seul le problème du délai avait été abordé (*Id.*). Bien que, selon lui, le retrait des forces d'invasion eut été « *souhaitable* », il était fort peu probable que Hitler l'acceptât ; en revanche, « *peut-être pourrait-on obtenir le recul des troupes allemandes* » (*Id.*). Lord Halifax lui promit de lui faire connaître les décisions prises, sur ces sujets, par son Gouvernement.

Quelques minutes après cette conversation, le téléphone sonna de nouveau. C'était M. Corbin. Celui-ci venait justifier la demande anglaise concernant le retrait des troupes. Il informa notre ministre français que le Gouvernement britannique « *se demand[ait] si le Chancelier Hitler, pour développer son emprise sur le territoire polonais, n'ajourn[ait] pas délibérément sa réponse* » à la note franco-anglaise de la veille [3, 395, doc. n° 354.] D'après les Anglais (je souligne) :

Une fois occupées les positions qu'il aur[ait] jugées nécessaires, le Chancelier se retourner[ait] vers les autres Puissances en déclarant qu'il ne [voulait] pas poursuivre la guerre avec la Pologne, qu'ayant repris Dantzig et le Corridor, porté secours aux minorités allemandes, il [était] disposé à faire une paix magnanime sur la base des conditions qu'il [avait] indiquées le 31 août.

Lord Halifax estim[ait] impossible de laisser la situation actuelle se prolonger davantage.

C'est pourquoi [le 1^{er} septembre au soir], il avait suggéré que nos représentants à Berlin fissent sans plus tarder connaître au Gouvernement du Reich l'obligation où seraient nos deux Gouvernements de se considérer en état de guerre avec l'Allemagne si satisfaction ne leur était pas donnée ou si, dans un délai de quelques heures, aucune réponse ne leur était parvenue. Lord Halifax envisageait même une communication par laquelle les Ambassadeurs

[auraient déclaré] que la France et l'Angleterre se considér[ai]ent dès maintenant comme en état de guerre avec le Reich.

Il [fallait] prévoir cependant le cas où le Chancelier Hitler, pour gagner du temps, [aurait fait] une déclaration du genre de celle qui [était] indiquée ci-dessus. Le Gouvernement britannique [était] d'avis de répondre dans cette hypothèse qu'il n'[était] pas possible d'ouvrir les négociations avant que le territoire polonais [eut] été évacué par les troupes allemandes [*Ibid.*, pp. 395-396].

Ci-dessous : une pièce capitale du *Livre Jaune*...

Elle démontre que, dans les milieux anglais, on savait que Hitler ne voulait pas démembrer la Pologne...

N° 354.

M. CORBIN, Ambassadeur de France à Londres,
à M. Georges BONNET, Ministre des Affaires Étrangères.

Londres, le 2 septembre 1939.

(Reçu par téléphone à 14 h. 30.)

L'attitude que va prendre le Gouvernement allemand à la suite de la communication faite hier soir à Berlin par les Ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne préoccupe le Gouvernement britannique. Il se demande si le Chancelier Hitler, pour développer son emprise sur le territoire polonais, n'ajourne pas délibérément sa réponse. Une fois occupées les positions qu'il aura jugées nécessaires, le Chancelier se retournera vers les autres Puissances en déclarant qu'il ne veut pas poursuivre la guerre avec la Pologne, qu'ayant repris Dantzig et le Corridor, porté secours aux minorités allemandes, il est disposé à faire une paix magnanime sur la base des conditions qu'il a indiquées le 31 août.

Lord Halifax estime impossible de laisser la situation actuelle se prolonger davantage.

... le hier soir il avait suggéré que nos représentants à

Cette communication est capitale, car elle prouve que, dans les hautes sphères anglaises, la thèse selon laquelle Hitler voulait démembrer la Pologne n'était pas crue : on savait au contraire que le Chancelier allemand était sincère lorsqu'il réclamait uniquement Dantzig et le Corridor. Cette communication démontre également que l'Angleterre craignait une limitation du conflit ; ce qu'elle désirait, c'était une explosion générale.



◆ LA POLOGNE REPOUSSE LE PROJET ITALIEN

L'espoir de paix donné par l'offre italienne s'amenuisait donc. Il s'amenuisait d'autant plus qu'à 15 h, la réponse de la Pologne au sujet de la Conférence parvint au ministère des Affaires étrangères. Elle était négative. Le chef de la diplomatie polonaise, le colonel Beck, déclarait :

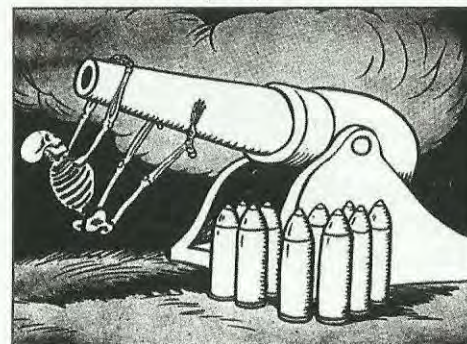
Nous sommes en pleine guerre, comme suite à une agression non provoquée. La question qui se pose n'est pas celle d'une conférence, mais celle de l'action commune qui doit être menée par les Alliés pour y résister. Je n'ai d'ailleurs rien entendu dire, d'aucun côté, du projet italien [3, 388, doc. n° 343].

◆ L'ANGLETERRE VEUT LA GUERRE

A 17 h 20, la réponse définitive du Gouvernement anglais fut communiquée à G. Bonnet. Sir A. Cadogan déclara :

Vous avez posé trois questions à Lord Halifax :

1°) Quelle réponse pourrions-nous donner à M. Hitler à sa demande d'ajourner la réponse qu'il devait faire à nos ambassadeurs jusqu'à demain midi ?



2°) Quelle est l'attitude de la Grande-Bretagne en ce qui concerne le projet de conférence proposé par M. Mussolini ?
3°) Le Gouvernement anglais est-il d'accord avec le Gouvernement français pour donner à M. Hitler un délai de 48 heures ?

Je commencerai par répondre à la deuxième question qui est relative au projet de conférence de M. Mussolini. Le Gouvernement, qui vient de se réunir, a été unanimement d'accord pour estimer qu'il ne pouvait envisager de donner une réponse favorable qu'à une condition préalable : les troupes allemandes devraient être retirées sans délai du territoire polonais ; sans cela, il est impossible d'envisager une conférence.

Le Gouvernement britannique est toujours d'avis qu'en principe, la meilleure procédure serait une négociation directe entre les deux Gouvernements ; toutefois, si ceux-ci voulaient s'associer à d'autres puissances, nous serions d'accord.

En ce qui concerne la procédure, le Gouvernement britannique a décidé de donner à M. Hitler jusqu'à minuit ce soir pour retirer ses troupes de la Pologne. Il propose de faire une démarche aux termes de laquelle si, à minuit, ce soir, M. Hitler n'a pas accepté cette condition, nous serions obligés de remplir nos engagements [3, I, 446].

◆ LA FRANCE SE RALLIE MALGRÉ G. BONNET À LA GRANDE-BRETAGNE

G. Bonnet notifia son désaccord sur le dernier point : « *En fixant, dit-il, à ce soir le délai d'ouverture des hostilités, vous prenez une très grave responsabilité vis-à-vis de nous, car nous n'avons pas fini l'évacuation des femmes et des enfants qui se trouvent dans les grandes villes. C'est la raison pour laquelle nous avons fixé un délai de 48 heures, je l'ai d'ailleurs indiqué à votre ambassadeur* » (*Ibid.*, p. 447). Le Ministre déclara en outre que le Cabinet français délibérerait au sujet d'une demande éventuelle de retrait des troupes allemandes ; il promit à Lord Halifax une réponse « *vers 8 ou 9 heures du soir* » (*Id.*).

Au Conseil de ministres, G. Bonnet défendit avec force son point de vue :

- Une « *chance, infime peut-être, mais possible de sauver la paix* » existait si, contrairement à l'Angleterre, on attendait jusqu'au 3 septembre midi la réponse allemande ;

- La condition posée par les Britanniques concernant l'évacuation des troupes allemandes était « *inacceptable et évidemment ne sera[it] pas acceptée par l'Allemagne* » (*Ibid.*, p. 448).

Après quelques discussions, le Conseil accepta d'attendre jusqu'au lendemain midi. Mais il décida également que, tout comme l'Angleterre, la France exigerait l'évacuation du territoire polonais (*Id.*).

L'Anglais avait gagné : il avait une nouvelle fois rallié la France à sa politique.

◆ L'ITALIE ABANDONNE SON PROJET

A 21 h 30, G. Bonnet téléphona à G. Ciano et l'informa de la décision française. Le comte répondit que Lord Halifax lui avait déjà communiqué l'exigence anglaise concernant l'évacuation préalable de la Pologne (*Id.*). Dans son *Journal*, celui qui fut le gendre de B. Mussolini écrit :



G. Ciano

Il me semble qu'il n'y a plus rien à faire. Ce n'est pas à nous de donner à Hitler un pareil conseil qu'il repousserait avec force et peut-être avec colère. [...] je téléphone à Berlin pour dire que, sauf avis contraire des Allemands, nous renonçons à poursuivre les pourparlers [...].

Au milieu de la nuit, on me téléphone du ministère parce que Bonnet a demandé [...] s'il ne serait pas possible d'obtenir au moins un retrait symbolique des forces allemandes de Pologne. Rien à faire, j'écarte cette proposition sans même en informer le Duce [2, 145-146.].

La paix venait de rendre son dernier soupir. L'Anglais, entraînant le Français à sa suite, lui avait donné le coup de grâce.

◆ LE TÉLÉGRAMME DE HITLER AU DUCE

Désormais, les événements allaient s'enchaîner pour aboutir, le 3 septembre, à la déclaration de guerre anglaise puis française. Ce même jour à 20 h 51, Berlin envoya à Rome le télégramme suivant signé de Hitler :

Duce,
Je désire tout d'abord vous remercier pour votre ultime tentative de médiation. J'aurais été prêt à accepter, à condition seulement qu'on puisse me donner certaines garanties quant au succès de la conférence, car, depuis deux jours, les troupes allemandes sont engagées dans une avance extraordinairement rapide en Pologne. Il aurait été impossible de déprécier une fois de plus par des intrigues diplomatiques les sacrifices sanglants de cette avance. Cependant, je crois que l'on aurait pu trouver un moyen si l'Angleterre ne s'était pas montrée décidée à priori à entrer de toute façon en guerre. Je n'ai pas cédé devant les Anglais parce que je ne crois plus qu'on puisse maintenir la paix pendant plus de six mois, disons un an. Dans ces circonstances, j'estime qu'en dépit de tout, c'est maintenant le moment favorable pour la résistance. Actuellement, la supériorité de l'armée allemande en Pologne est si écrasante, dans tous les domaines techniques, que l'armée polonaise s'écroulera à très bref délai. Je me demande si ce succès rapide aurait encore pu être réalisé d'ici un an ou deux. L'Angleterre et la France auraient armé leur alliée dans une telle mesure que la supériorité technique écrasante de l'armée allemande n'aurait pas été aussi évidente. Je me rends compte, Duce, que la lutte qui s'engage est une lutte à mort. Mon propre destin n'y joue aucun rôle ; mais je me rends compte aussi que l'on ne peut pas toujours éviter cette lutte, et qu'après avoir examiné de sang-froid la situation, il faut choisir le moment de la résistance, de façon à lui garantir vraisemblablement le succès, et je crois dur comme fer, Duce, à ce succès [...].

Acceptez encore mes remerciements, Duce, pour toute l'aide que vous m'avez donnée dans le passé, et je vous demande de ne pas me la refuser à l'avenir [Voy. *TMI*, III, p. 271.].

Certains pourront répondre que Hitler n'avait jamais eu l'intention de participer à une conférence. L'historien

allemand Andreas Hillgruber parle de « *sa soi-disant intention d'accepter le plan de médiation de Mussolini* »*. Il « oublie » toutefois que, le 28 juillet 1940 lors d'un entretien secret avec le président slovaque Josef Tiso (en présence de son ministre des Affaires étrangères, Adalbert Tuka), le Chancelier déclara qu'il avait essayé de parvenir à ses fins « *d'une manière pacifique, par le voie des traités* », que celui proposé** à la Pologne « *avait été magnanime* » mais qu'on lui avait répondu par « *la terreur et le mépris* » et qu'enfin, les « *Anglais avaient saboté la dernière proposition de paix de Mussolini, faite le 2 septembre 1939* » [*Ibid.*, p. 191-192]. Or, il faut savoir :

1°) que le compte rendu de cet entretien secret n'était pas destiné à être dévoilé ;

2°) qu'Hitler parlait à des alliés alors sûrs, notamment A. Tuka que l'on dit « *tout à fait tourné vers Hitler* » (*Ibid.*, p. 190).

3°) qu'à cette époque, le Chancelier était persuadé de la victoire finale (« *Le destin avait amené l'Allemagne à combattre pour une nouvelle Europe et ce combat devait se terminer par une victoire* » ; *Ibid.*, p. 191).

Par conséquent, Hitler parlait librement, c'est-à-dire qu'il dévoilait certainement le fond de sa pensée.

Cependant allons plus loin. Admettons qu'il soit impossible d'avoir confiance dans les déclarations du Führer. Oublions ses propos du 28 juillet 1940. Oublions même notre exposé des manœuvres anglaises et supposons que le torpillage de l'offre italienne ait été dû à Hi-

* Voy. A. Hillgruber, *Les entretiens secrets de Hitler* (Librairie Arthème Fayard, 1969), p. 266.

** Dans le compte rendu, on lit : « *conclu* ». Il va de soi qu'il s'agit d'une erreur commise par celui qui prenait les notes.

tlér. Dans ce cas, lors du procès de Nuremberg, les accusateurs n'auraient rien eu à cacher. Ils auraient dévoilé au grand jour les événements survenus entre le 31 août et le 3 septembre 1939 avant de conclure : vous voyez bien que nous avons tout tenté pour sauvegarder la paix, mais qu'en face on voulait la guerre. Or, ce n'est pas ce qu'il advint.

◆ MENSONGES BRITANNIQUES À NUREMBERG

A Nuremberg, le substitut du procureur général britannique, J.M.G. Griffith-Jones, accusa l'Allemagne d'avoir fait échouer l'offre de conférence italienne. Mais voici comment il présenta l'affaire :

LIEUTENANT-COLONEL GRIFFITH-JONES. - [...] Les plans, les préparatifs, les intentions, la détermination d'exécuter cet assaut contre la Pologne existaient depuis des mois, depuis des années [...]. Et s'il reste le moindre doute à ce sujet, après ce que nous venons de voir, je vous demanderai de considérer encore deux autres documents.

Si vous voulez bien regarder le dernier texte dans votre livre de documents PS-1831, qui devient GB-75. le 3 septembre encore, Mussolini offre une chance de paix.

Nous avons un télégramme daté du 3 septembre à 6 h 30. Je regrette de ne pas pouvoir préciser si c'est 6 h 30 du matin ou du soir.

[Ici, M. Griffith-Jones cite le télégramme italien que nous avons reproduit ci-dessus et qui est en réalité parvenu à Berlin le 2 septembre dans la matinée*].

* Nous en possédons d'ailleurs la preuve formelle. Elle est apportée par G. Ciano qui, dans son *Journal Politique*, écrit : « 2 SEPTEMBRE. Cédant aux instances de la France, nous sondons Berlin sur les possibilités d'une conférence. Ce sondage est fait seulement à titre d'information » (p. 145)..

Mais, Votre Honneur, Mussolini lui-même ne connaissait peut-être pas tous les plans de l'Allemagne et la proposition fut rejetée dans une lettre décisive que Hitler écrivit en réponse.

[Ici, l'accusateur cite le télégramme de Hitler à B. Mussolini en date du 3 septembre 1939] [*Ibid.*, pp. 269-272].

La manœuvre de JMG Griffith-Jones apparaît clairement. Elle consistait à prétendre :

- que l'initiative mussolinienne datait du 3 septembre ;

- que le Duce commença par demander au Reich s'il acceptait l'idée d'une conférence et que, quelques heures plus tard, Hitler répondit par la négative.

Cette présentation mensongère permettait d'occulter tous les événements survenus entre le 31 août (lancement de l'offre italienne) et le 2 septembre au soir (abandon de l'offre suite à la nouvelle exigence anglaise), événements parmi lesquels on comptait les manœuvres de l'Angleterre organisées afin de torpiller l'initiative de B. Mussolini.

En mentant impudemment, les Anglais se sont eux-mêmes condamnés.

◆ CONCLUSION

Dans l'affaire de l'Irak, G. W. Bush et ses alliés ont menti. Ils ont menti sur les prétendues AMD qu'aurait possédé S. Hussein. Ainsi ont-ils pu prétendre que ce dernier présentait une menace imminente, ce qui justifiait une attaque brusquée, même sans mandat de l'O-NU. Aujourd'hui, toutefois, leur propagande justificatrice s'effondre ; des stocks d'AMD en Irak, il n'y en avait pas. Pour tenter de se défendre, ils crient : « *Nous ne sommes*

tous trompés » (« We were all wrong »*). 9 Février 2004 : « Nous ne sommes tous trompés » sur les prétendues armes de destruction massive irakiennes, peut-on lire sur la couverture de *Newsweek*. Faux ! Ils ont menti, c'est très différent.

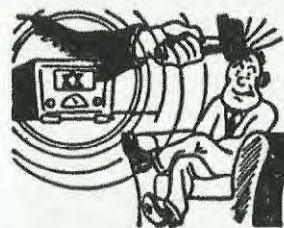
Non ! Dans une prochaine étude, je démontrerai qu'ils ont menti consciemment, ce qui est très différent.

G. W. Bush et ses alliés ont donc commis un abominable « crime contre la paix ». Mais cette évidence, peu l'accepteront. Car depuis soixante ans, une habile propagande conditionne les masses. Les démocraties, dit-on, ne déclenchent jamais les guerres ; elles ne font que se défendre...

C'est cette propagande que nous devrions détruire, en la frappant au cœur. Nous devons démontrer que Bush et ses alliés sont les dignes continuateurs des démocrates du passé (Halifax, Churchill, Roosevelt...), des démocrates qui n'ont jamais hésité à déchaîner l'enfer de feu lorsque leurs intérêts l'exigeaient. Le cas de la seconde guerre mondiale est, à ce sujet très révélateur. Pilier de



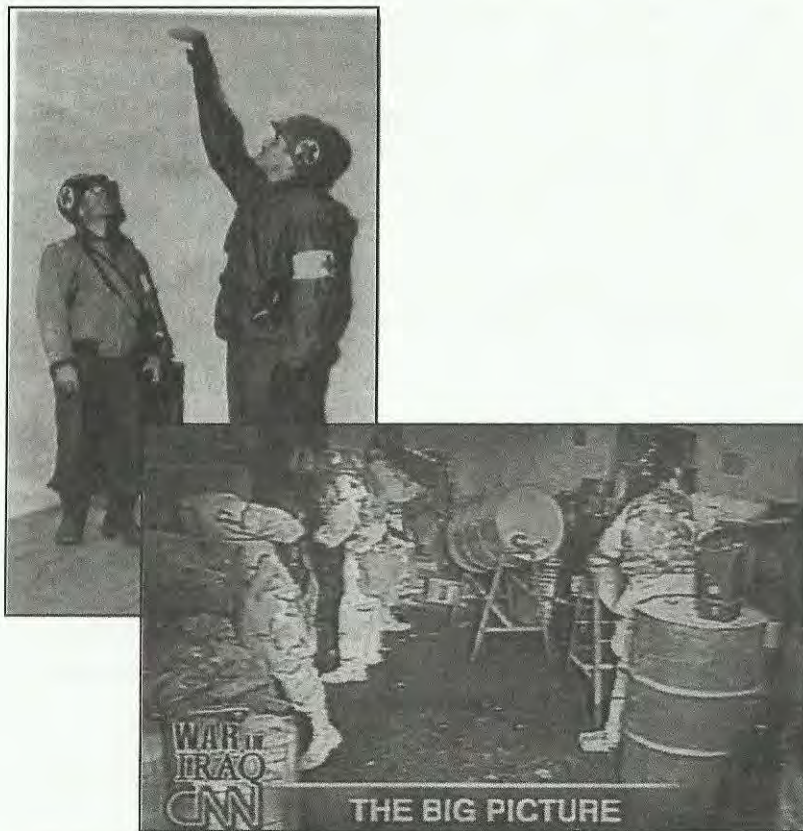
* Voy. *Newsweek*, 9 janvier 2004, couverture.



la propagande démocratique, il est aisé de le retourner contre ses auteurs. Des dizaines de preuves existent, qui démontrent que jamais Hitler n'a voulu la guerre (même s'il l'acceptait en dernier ressort). De 1935 à 1939, il a résolu les problèmes internationaux pacifiquement, par voie de traités. Le 29 août 1939, il a fait seize propositions raisonnables et conciliantes à la Pologne. Le 2 septembre, il a accepté l'offre de médiation Italienne. Le 6 octobre, il a proposé la paix aux Puissances occidentales. Tous ces appels ont été méprisés parce que les démocraties voulaient éliminer un régime qu'elles détestaient.

Quant on sait tout cela, quand on sait à quel point les démocraties peuvent agir avec un cynisme éhonté, soutenant hypocritement la paix par devant, mais soufflant sur les braises par derrière, manoeuvrant habilement pour que l'échec des négociations puisse toujours être imputé à ceux d'en face et mentant avec aplomb sur le compte de leurs ennemis, l'affaire des AMD en Irak ne surprend guère. Voilà pourquoi dès avril 2003, à l'heure où le régime de S. Hussein était tombé et où les vainqueurs nous promettaient des révélations terrifiantes sur le danger de AMD auquel nous aurions échappé, notre équipe a mis en parallèle deux clichés : celui de deux soldats américains inspectant la prétendue chambre à gaz de Dachau et celui Gi's inspectant des « fûts suspects ». La légende portait : « *Même technique de propagande à 58 ans d'intervalle* » (voy. page suivante). C'était une façon claire de dire qu'à aucun moment, nous ne croyions en l'existence d'un arsenal d'AMD en Irak.

Même technique de propagande à 58 ans d'intervalle



En haut : 1945, deux membres de l'armée américaine montrés alors qu'ils inspectent la « chambre à gaz » de Dachau.

En bas : 2003, des soldats américains montrés alors qu'ils inspectent un entrepôt contenant des « fûts suspects ».

Notre certitude n'était pas fondée sur des révélations ou sur des visions prophétiques, mais sur la simple connaissance de l'histoire vraie.

Sur ce point, il est indéniable que les fanatiques de la mémoire ont raison : la connaissance du passé permet de mieux lire le présent. Mais pour cela, il faut que le passé soit présenté conformément à la vérité. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, tant que les démocraties conserveront, malgré tout, leur masque angélique, tout leur sera permis et l'hyper violence continuera à régner sur le monde.

Il est donc urgent de remettre l'Histoire à l'endroit, en commençant par détruire les piliers de la propagande adverse...

Références :

1 : René Moulin, *La Paix Assassinée* (Librairie Académique Perrin, 1941).

2 : Galeazzo Ciano, *Journal Politique, 1939-1943*, tome I (Presse Française et Étrangère, Paris).

3, I : *Documents Diplomatiques Français, 1932-1939, deuxième série, (1936-1939)*, tome XIX (Imprimerie Nationale, 1986), Addenda I

3, II : *Documents Diplomatiques...*, Addenda II

4 : *Le Livre Jaune Français* (Imprimerie Nationale, 1939).

5 : *Voy. 100 Documents relatifs à l'histoire des origines de la guerre* (Service d'Information allemand, Berlin, sans date).

Annexe

La Dernière Heure, 18-19 septembre 2004, p. 11.

Les experts US ont fait chou blanc

■ Aucune trace d'armes de destruction massive

WASHINGTON ▽ Le futur rapport du groupe d'inspection en Irak (ISG) nommé par le président Bush, dont le *New York Times* a éventé vendredi ses conclusions, confortera les adversaires de l'intervention américaine en Irak: l'Irak ne possédait tout simplement pas la moindre ombre d'arme de destruction massive (ADM) en mars 2003 lorsque les forces américano-britanniques ont déclenché les hostilités.

Mais George W. Bush ne sera pas pour autant forcément dans ses petits souliers lorsque le rapport sera rendu public dans quelques semaines: les experts chargés de pister les ADM en Irak estiment aussi que certains indices tendent à montrer que Saddam Hussein avait toutefois l'intention de relancer son programme d'armements, de quoi sans doute apporter un peu d'eau au moulin de l'hôte de la Maison-Blanche. Il pourra toujours argumenter qu'il valait mieux se débarrasser de Saddam Hussein avant qu'il ne soit dangereux.

L'argument pourrait être imparable si Américains et Britanniques n'avaient martelé tant et plus pendant de longs mois que l'Irak possédait un arsenal d'armes de destruction massive, le Premier ministre bri-

tannique Tony Blair assurant même à l'automne 2002 que Bagdad était capable de le déployer et de l'utiliser en moins de quarante-cinq minutes. On est aujourd'hui loin du compte.

Le groupe d'experts reconnaît bien, toujours selon le *Times* que Bagdad avait bien, de-ci, de-là, des capacités d'élaboration d'armes chimiques ou biologiques, mais qui auraient pu être utilisées pour des tentatives d'assassinat mais certainement pas pour des actions de destruction massive.

En d'autres termes, l'Irak ne représentait pas une menace imminente et les inspections menées par les Nations unies auraient sans doute permis de confirmer l'absence d'ADM. Encore aurait-il fallu que les Etats-Unis acceptent de donner du temps aux inspecteurs, au lieu de brûler les étapes pour en découdre coûte que coûte.

"Nous avions toutes les raisons de croire qu'il y avait des stocks. Nous nous interrogeons sur la taille des stocks, mais nous pensions tous qu'il y avait des stocks", rappelait, en début de semaine, le secrétaire d'Etat Colin Powell devant une Commission sénatoriale. Lui qui était monté au créneau en février 2003 à l'Onu pour prouver, à coup de preuve selon lui irréfutables, la réalité de l'arsenal irakien d'ADM, reconnaît désormais qu'il est *"peu probable"* que l'on trouve jamais des armes de destruction massive.

P.D.-D.